



Enrichir la controverse sur la récolte du bois en France : entre ressources et débouchés

Yves Poss

► To cite this version:

Yves Poss. Enrichir la controverse sur la récolte du bois en France : entre ressources et débouchés. *Revue forestière française*, 2011, 63 (1), pp.89-92. <10.4267/2042/43097>. <hal-03449748>

HAL Id: hal-03449748

<https://hal.science/hal-03449748v1>

Submitted on 25 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

ENRICHIR LA CONTROVERSE SUR LA RÉCOLTE DU BOIS EN FRANCE : ENTRE RESSOURCES ET DÉBOUCHÉS

Quatre auditeurs du mastère d'action publique de l'École des Ponts ParisTech, Mme Roxane Auroy (ingénieur de la Ville de Paris) et MM. Benoît Boutefeu (ingénieur élève des ponts, des eaux et des forêts), Nicolas Richez (ingénieur de la Ville de Paris) et Driss Samri (ingénieur élève des ponts, des eaux et des forêts), ont étudié les perspectives du développement du bois énergie, sous la direction de MM. Dominique Schwartz et Vincent Spenlehauer entre octobre 2010 et janvier 2011. Leur rapport (Auroy et al., 2011) intitulé *Le Développement du bois énergie : Solution durable pour répondre au défi énergétique ?* a été adressé à la rédaction de la *Revue forestière française* et il nous a semblé utile de faire paraître les réflexions que sa lecture a suscitées.

Au moment où l'ambition gouvernementale d'usage de la biomasse à des fins énergétiques pose la question de la limite de la mobilisation des ressources forestières, ce rapport apporte une synthèse actualisée des différentes positions, enrichie d'observations sur les jeux d'acteurs qui peuvent expliquer les retards constatés.

« Sur le plan économique, il ressort que les potentialités de récoltes supplémentaires sont loin d'être évidentes : la faible élasticité de la courbe d'offres rend difficile la mobilisation de nouveaux gisements. Des possibles tensions sur l'approvisionnement sont probables, notamment avec la filière bois de trituration.

D'un point de vue environnemental, des risques de surexploitation ne sont localement pas à exclure. Par ailleurs, le bilan carbone du bois énergie n'est peut-être pas aussi positif qu'annoncé. De plus le développement non maîtrisé des appareils de chauffage au bois peut être la cause d'une pollution de l'air.

La filière bois, caractérisée par son extrême émiettement et son manque d'intégration entre l'aval et l'amont, semble difficilement être en mesure de répondre aujourd'hui aux défis qui lui sont posés. En outre, guidés par le « prix de la tranquillité », les propriétaires sont le plus souvent enclins à ne pas exploiter leur forêt.

Fort de ces constats, ce rapport s'attache à proposer des pistes de réflexion, comme une meilleure stimulation de l'offre via des mesures ciblées afin de favoriser la mobilisation de la ressource. Il privilégie une approche territorialisée du problème, à travers des outils locaux et partagés de développement forestier. Enfin, il plaide pour la recherche systématique de couplages et de synergie entre les filières, notamment entre le bois d'œuvre et le bois énergie. »

Ayant ouvert la controverse, il incite à revenir sur certains aspects évoqués mais non approfondis : ceux-ci pourraient susciter des études complémentaires.

- Le rapport commente l'écart entre la « production » (au sens de l'IFN) et la récolte, commercialisée et autoconsommée : la comparaison avec les résultats de l'Inventaire forestier national pourrait être mieux explicitée. Le résultat retenu de l'IFN (103 millions de m³) correspond au volume de la tige principale jusqu'à 7 cm de diamètre. S'agissant de bois énergie, la récolte associe tronc, branches et rameaux. Elle pourrait être rapprochée de la biomasse aérienne totale, estimée (à partir des mêmes données de l'IFN) à 136 millions de tonnes de bois. L'AFOCEL, devenue FCBA, avait ébauché la décomposition de cette biomasse aérienne totale entre gros bois, menus bois, rémanents, mobilisables ou non (AFOCEL, 2006). La cohérence des volumes de bois mesurés, évalués ou appréciés reste un exercice à compléter.

- À propos du bois mobilisable en plus, la dernière étude en date (Ginisty *et al.*, 2009) relève que sur les quelque 20 millions de mètres cubes « possibles » à l'échéance 2020, 8 seraient du bois d'œuvre feuillu. Mais aussi que le « bois d'industrie bois énergie » (BIBE) mobilisable relève, pour une large part, de la récolte de ce bois d'œuvre : les houppiers, voire certains petits bois ou morts-bois (arbustes) sont en fait mobilisés en même temps que les grumes. Ce « bois lié » est donc subordonné au développement du sciage — sans même évoquer les produits connexes de scierie qui viendront abonder cette ressource de « bois ronds » ou de plaquettes forestières. Pour le bois feuillu, il faudrait que le sciage atteigne un quasi-doublement sur une douzaine d'années, inversant une tendance de plusieurs lustres.

L'étude en cours de l'institut technologique FCBA sur ce sujet devrait indiquer des pistes, pour lesquelles il resterait à préciser les acteurs, les stratégies, les actions.

- La place de la récupération pour le bois énergie n'est qu'évoquée, à propos d'une grosse installation dans la région parisienne. Cet aspect mérite approfondissement, notamment pour les emballages. Les grosses agglomérations offrent une ressource plus ou moins « massifiée », de bois sec, dont il faudrait mieux garantir l'innocuité en termes de pollution, et anticiper le développement, au moment où le bois et ses composés (cartons et panneaux) pourraient trouver une forte expansion en substitution des matériaux concurrents, plus lourdement frappés par les prix des ressources fossiles.

En termes d'analyse de cycle de vie, cette valorisation énergétique du bois après utilisation à d'autres fins intervient dans un temps long dans le cas de la construction, mais après un délai court, voire bref, si le bois est transformé en cageots ou palettes.

- Les considérations sur le stock de carbone et son évolution mériteraient d'être placées dans une approche dynamique de la forêt, ou plutôt des forêts : la surface boisée a doublé depuis deux cents ans, et a augmenté de près de 50 % depuis la dernière guerre. Les peuplements sont ainsi très divers, entre les grands massifs anciens, les taillis, qui fournissaient l'énergie ou le charbon de bois, les accrues du XIX^e siècle ou de la seconde moitié du XX^e, et les plantations plus ou moins récentes.

La récolte de bois énergie, sauf pour les plantations de taillis à courte ou très courte rotation (TCR ou TTCR), se fera dans ces peuplements existants, et ils méritent des approches différenciées... qui dépassaient probablement l'étude analysée.

- Les forêts françaises sont loin d'être dans un état stabilisé ne serait-ce que par leur relative jeunesse, avec une évolution parfois encore en cours vers des peuplements à base d'espèces plus sciaphiles. Elles sont aussi les témoins d'usages disparus (charbon de bois, par exemple)

qui ont pourtant façonné la composition et la structure des peuplements. Et elles devraient anticiper leur adaptation aux contraintes émergentes, comme le changement climatique, ou à des besoins annoncés (bois plus homogène, de préférence résineux, dit-on).

Pourquoi dans ces conditions l'imaginaire collectif porte-t-il l'image de massifs immuables, pourquoi est-il fasciné par la recherche de l'état stable ? Et quel sera le prix à payer pour la priorité accordée à la régénération naturelle, qui fait fi des progrès de la génétique forestière et de la capacité de mettre en place des plants et des peuplements mieux adaptés aux conditions naturelles et aux diverses exigences sociétales ?

Dans les motivations des propriétaires, ne pourrait-on pas apprécier la perspective d'évolution de leur patrimoine, et leur envie de faire ne dépend-elle pas aussi des améliorations qu'ils imaginent, ou non, possibles ? Ne serait-il pas attrayant d'imaginer des forêts ayant bénéficié de tous les progrès possibles, avec le débat à conduire sur les diverses possibilités de ces innovations sylvicoles ? Alors que l'avenir n'offre guère, pour l'instant, à notre représentation collective, qu'un patrimoine renouvelé à l'identique avec des risques qui croissent.

- En termes de politique publique enfin, il serait pertinent d'apprécier la valeur ajoutée qui pourrait être induite par une aide au reboisement.

Il s'avère en effet que pour les propriétaires, une part de la réticence à l'exploitation est due à la charge de la régénération, du reboisement après la coupe (Poss, 2007). Une aide à la mise en place d'un nouveau peuplement plus « durable » (dans les trois composantes : production, environnement, social, et pour l'avenir) pourrait provoquer la mise en marché de volumes de bois actuellement conservés. Comment se ferait l'équilibre, entre le coût de l'action publique et les activités ainsi générées, donc la valeur ajoutée initiée ?

Il y aurait naturellement l'effet d'aubaine pour ceux qui gèrent correctement leurs propriétés. Mais au-delà de ces gestionnaires convaincus, serait-il possible qu'un financement adapté emporte la décision des absentéistes ? Et quel serait alors l'équilibre envisageable pour le budget de la collectivité, entre la somme affectée et les rentrées fiscales qu'elle aurait induites ?

Notons pour terminer que dans ce système, l'exploitation précède la plantation, donc l'effet — la mobilisation des bois — reste antérieur à la dépense publique qui en est la cause.

Yves POSS
IGPEF honoraire
28 rue des bouleaux
F-63100 CLERMONT-FERRAND
(my.poss@wanadoo.fr)

BIBLIOGRAPHIE

AFOCEL. — Synergie et concurrence entre utilisation énergétique du bois et autres usages : état des lieux, évolutions et propositions d'amélioration. — Rapport d'étude (convention en 2005 avec le ministère de l'Agriculture). — AFOCEL, 30 novembre 2006. — 64 pages et 12 annexes.

- AUROY (R.), BOUTEFEU (B.), RICHEZ (N.), SAMRI (D.). — Le Développement du bois énergie : Solution durable pour répondre au défi énergétique ? — Rapport de groupe d'analyse des politiques publiques [sic] du mastère d'action publique de l'École des Ponts ParisTech. — Janvier 2011. — 85 pages et 5 annexes. http://www.enpc.fr/fr/formations/masteres/ap/documents/rapport_GAAP_Bois_vf.pdf.
- GINISTY (Ch.), CHEVALIER (H.), VALLET (P.), COLIN (A.). — Évaluation des volumes de bois mobilisables à partir des données de l'IFN "nouvelle méthode" : Actualisation 2009 de l'étude "biomasse disponible" de 2007. Rapport final de la convention Cemagref / IFN / DGFAR n° E 10/08 du 19 juin 2008 (IFN n° 2008-CER-2-090). — Novembre 2009. — 40 pages et 4 annexes.
- POSS (Y.). — Le Prix de la tranquillité. — *Revue forestière française*, vol. LIX, n° 6, 2007, pp. 649-658.